Leçons des municipales au Brésil

samedi 12 décembre 2020

Nous republions ici pour son évident intérêt l'article que Joël Perichaud, Secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales a consacré aux dernières élections municipales au Brésil. Nos lecteurs pourront d'eux-mêmes en tirer les leçons qui s'imposent pour la France.

Le 11 décembre 2020

Dimanche 29 novembre 2020, pour le second tour des municipales au Brésil, environ 38 millions de Brésiliens, (soit un quart du corps électoral), étaient appelés à élire pour quatre ans les maires et conseillers municipaux de 57 villes dont 18 des 26 capitales d'État.
La politique néolibérale de Bolsonaro a plongé le pays dans la récession et a provoqué un niveau record de chômage, avec 14 millions de sans-emploi. Le néolibéralisme de Bolsonaro a, comme partout où ces politiques s'appliquent, fait des coupes sombres dans la santé, l'éducation, les transports publics ou le logement, mais aussi poussé les villes à l'endettement, la corruption et la violence. Le plus grand pays d'Amérique latine, où la pandémie de Covid-19 a fait plus de 172 000 morts en huit mois, voit arriver une deuxième vague de coronavirus.

Avec ce bilan catastrophique pour le peuple brésilien, certains s'attendaient, lors de ces élections municipales, à la déroute de la « droite » et au retour de la « gauche » dans les mairies.

Bolsonarisme et droites diverses

Certes, ces municipales indiquent un ample reflux de la vague qui avait porté Jair Bolsonaro au pouvoir en 2018, mais c'est le « centre-droit » qui rafle la mise… Et de loin car il s'empare de la presque totalité des mairies. Par exemple, dans l'État de Bahia, les trois principales villes sont dorénavant aux mains de la droite et du centre-droit ,compatibles avec le bolsonarisme. La capitale du Maranhгo, Sгo Luнs, sera dirigée par Eduardo Braide, allié de Bolsonaro.
Les villes-capitales Maceio (Alagoas), Aracaju (Sergipe), Fortaleza (Cearб) et Recife (Pernambuco) seront dirigées par des maires « centre-gauche modéré » (PSB, PDT) compatibles avec la droite.
La victoire a été sans appel dans les deux plus grandes villes du pays. A São Paulo (12,5 millions d'habitants), ville la plus riche du Brésil, le maire sortant Bruno Covas a été reconduit avec près de 60 % des voix, contre 40,62 % à Guilherme Boulos (PSOL). Et à Rio de Janeiro, Eduardo Paes, a remporté 64,07 % des voix, infligeant une défaite cinglante à l'impopulaire maire sortant Marcelo Crivella (35,93 %), ex-pasteur évangélique. Celui-ci est l'un des 13 candidats soutenus par Bolsonaro dont 11 ont été battus.
Analyser, plus en détail, les résultats du centre-droit n'a pas d'interêt car le découpage centre-droit, centre-gauche, droite et bolsonarisme est artificiel, tous ces partis menant la même politique.

Déroute de la « gauche »

Pour la première fois depuis le retour de la démocratie au Brésil (1985), le Parti des travailleurs (PT) de l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva n'a pas remporté une seule capitale des 26 États de la fédération. Le PT n'a même pas pu arracher dans le Pernambouc (nord-est), Recife, bastion de la gauche et seule capitale qui était à sa portée. Le PT a disputé quinze seconds tours et n'a remporté

que quatre villes, toutes de plus de cent mille habitants : Contagem et Juiz de Fora dans l'État du Minas Gerais, Diadema et Maua dans celui de Sao Paulo. Sur le plan national, le PT passe de 630 maires élus en 2012 à 183 au 1er janvier 2021.
Le PT ne représente plus que 2,9 % de l'électorat du pays et moins de 5 % dans le Nordeste, fief de la gauche. L'ensemble des partis de gauche n'arrive pas à 10 % des voix.
Nationalement, le PSOL (petit parti de gauche de gauche), ne dirigera que cinq villes, dont Belém, capitale du Par6, État ou les inégalités sociales, la pression des grands propriétaires terriens et la déforestation sont les plus violentes. Edmilson Rodrigues a conquis la mairie avec une liste plurielle (PSOL, PT, PCdoB, PDT, PCB, Rede, UP).

Quelles leçons en tirer ?

La première leçon est connue mais doit être rappelée. Les politiques néolibérales, désastreuses pour les classes dominées et ravageuses pour les plus pauvres, ne les conduisent pas « automatiquement » à voter à gauche.

La deuxième leçon est évidente mais niée par tous les partis « de gauche » du système. Il ne suffit pas, lorsqu'on a le pouvoir, d'améliorer le quotidien des gens en acceptant les limites fixées par le système néolibéral.

La troisième est sans appel : Les citoyens refusent le clivage « gauche-droite », artificiel, les « deux camps » appliquant la même politique.

La quatrième est claire : sans rupture complète et immédiate avec le néolibéralisme (et le capitalisme) pas de victoire possible des partis de gauche.

Voir en ligne : PARDEM (Parti de la démondialisation)